



PRÉFET DE L'ISÈRE

Cabinet du préfet

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE**  
Sous-commission départementale de sécurité  
du 24/08/2017

**Destiné à : Monsieur le maire de SAINT-MARTIN-D'HERES**

En application des dispositions du code de la construction et de l'habitation et du décret n° 95-260 du 8 mars 1995, la Sous-commission départementale de sécurité s'est réunie le 24/08/2017.

L'établissement concerné est :

Commune : **SAINT-MARTIN-D'HERES**  
Désignation de l'établissement : **CC LES HALLES NEYRPIC**  
Numéro au fichier départemental : **E-28339**  
Adresse : **9 AVENUE BENOIT FRACHON**  
Identité du demandeur : **M. Philippe GERKEN**  
Nature de la demande : **Permis de construire + 5 demandes d'avis**  
Numéro de la demande : **4211710012**  
Date de dépôt du dossier : **31/05/2017**

A l'issue de la réunion, considérant les éléments des rapports techniques du directeur départemental des services d'incendie et de secours annexés et après en avoir délibéré, la Sous-commission départementale de sécurité :

- Classe l'établissement en :
  - o Type principal : M.
  - o Type(s) secondaire(s) : N X et PS
  - o Catégorie : 1.

Émet un avis **Favorable** :

À la délivrance du permis de construire.

À la demande n° 1 concernant les modalités particulières de desserte du niveau 2, situé à plus de 8 mètres de l'accès des secours, par des passerelles techniques.

À la demande n° 2 visant à ce qu'une partie des structures de l'établissement soient stables au feu 1 h (pour 1h30 requise).

À la demande n° 3 concernant l'utilisation de pneus comme éléments décoratifs sur les façades, dans les conditions détaillées au rapport technique.

À la demande n° 4 concernant les modalités d'implantation des robinets d'incendie armés et l'absence de RIA pour les cellules donnant sur l'extérieur qui, prises individuellement, ne nécessiteraient pas de RIA (effectif <300 personnes).

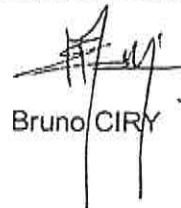
À la demande n° 5 concernant la composition du service de sécurité incendie de l'établissement (4 agents diplômés SSIAP dont un chef d'équipe).



## IMPORTANT

L'attention de l'autorité est appelée sur le fait que ce procès verbal se limite à formaliser la décision collégiale de la commission de sécurité concernant l'avis rendu.  
Les écarts relevés par rapport aux référentiels applicables et les mesures correctives à rechercher sont consignés dans les rapports techniques d'étude du directeur départemental des services d'incendie et de secours joints à ce procès verbal.

Pour le préfet  
et par délégation  
Le président de la séance,



Bruno CIRY



N/REF. : E-28339-001 - PHC.MG  
Aff. suivie par : Ltn P.H. CHARROIN  
Groupement prévention  
Service Instruction Prévention Sud2  
gprv.sud.sec@sdis38.fr  
Tél. 04.76.26.88.67  
Fax 04.76.26.82.66

**RAPPORT SECONDAIRE RATTACHE  
AU RAPPORT TECHNIQUE D'ETUDE DE DOSSIER**

**DU GROUPEMENT D'EXPLOITATIONS  
CC LES HALLES NEYRPIC**

Ce rapport concerne l'exploitation suivante :  
**PARC DE STATIONNEMENT**

Ce rapport vient en annexe du procès-verbal de la séance de la SCDS du 24/08/2017

**I. RÉFÉRENCES DU DOSSIER**

Commune :	SAINT-MARTIN-D'HERES
Lot concerné :	PARC DE STATIONNEMENT
Activité de l'exploitation :	type PS
Objet de la demande :	construction de l'établissement
Procédures et numéros d'enregistrement du dossier :	permis de construire n° 4211710012 autorisation de travaux n° 4211710026
Date de dépôt du dossier :	31/05/2017, reçu pour avis le 08/06/2017.

**II. PRÉAMBULE**

Pour les questions relatives à la sécurité incendie et panique, chaque exploitant est placé sous l'autorité d'une direction unique, responsable auprès des autorités publiques des demandes d'autorisation et de l'observation des conditions de sécurité tant pour l'ensemble des exploitations que pour chacune d'elles.

**III. OBJET DES TRAVAUX**

La présente demande de travaux concerne la construction du parc de stationnement intégré au centre commercial " Neyrpic ".

#### IV. PRÉSENTATION DE L'EXPLOITATION

##### A. Destination des surfaces de l'exploitation par niveau.

Niveaux	Locaux
Niveau 4	240 emplacements
Niveau 3	240 emplacements
Niveau 2	240 emplacements
Niveau 1	237 emplacements

##### B. Rappel des effectifs accueillis

Le parc de stationnement couvert a une capacité de 850 places.

##### C. Rappel des principales dispositions relatives à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

###### 1. Construction

###### a. *Conception et desserte des bâtiments*

Le parc de stationnement couvert d'une capacité de 850 places pour véhicules est aménagé sur quatre niveaux de l'immeuble (niveaux R+1, R+2, R+3 et R+4).

On comptabilise 957 places sur les plans.

Il conviendra de mettre ces chiffres en cohérence.

Il est accessible au niveau de la rue. Il sera largement ventilé.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

###### b. *Isolement*

Le plancher d'isolement avec le parc de stationnement couvert sera coupe-feu 1H30.

La communication est réalisée par des sas empruntés par des personnes seules.

Le parc et le centre étant situés à des niveaux différents, les sas respecteront les dispositions suivantes :

- les parois seront incombustibles et coupe-feu 2 heures ;
- la surface des sas sera comprise entre 6 et 10 m<sup>2</sup> ;
- ils seront munis de deux portes de 1 UP, coupe-feu 1 heure à fermeture automatique et s'ouvrant vers l'intérieur du sas ;
- ces portes se trouveront à une distance minimale de 3 mètres l'une de l'autre ;
- les détecteurs commandant la fermeture des portes du sas seront implantés dans le parc et dans le magasin, en plafond, de part et d'autre des portes et à 2 mètres environ de ces dernières ;
- la sensibilisation d'un de ces détecteurs provoquera d'abord la fermeture de toutes les portes coupe-feu du sas côté " feu " puis celles des autres portes coupe-feu du sas, après une temporisation maximale d'1 minute (la capacité du parking est inférieure à 1000 véhicules) ;
- aucune activité commerciale ou dépôt n'y sera réalisé.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

###### c. *Résistance au feu des structures*

Les structures du parc de stationnement seront stables au feu de degré 1 heure 30 ou REI 90.

Les planchers seront coupe-feu de degré 1 h30.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

#### *d. Distribution intérieure, compartimentage*

Sans objet (parc largement ventilé).

#### *e. Locaux non accessibles au public, locaux à risques particuliers*

Les locaux techniques liés au fonctionnement du parc seront isolés du parc par des parois coupe-feu de degré 1 heure et des portes pare-flammes de degré 1 heure munies d'un ferme-porte.

Les locaux techniques non liés à l'exploitation du parc seront isolés du parc par des cloisons au moins coupe-feu de degré 1 heure et des portes coupe-feu de degré 1 heure munies d'un ferme-porte.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

#### *f. Communications intérieures, escaliers et sorties*

##### Escaliers :

Les escaliers seront réalisés en matériaux classés A2-s2, d0 ou MO et endoisonnés par des éléments coupe-feu de degré 1 heure.

La distance maximale à parcourir depuis tout point du parc pour atteindre un escalier est inférieure à 40 m lorsqu'il y a le choix entre 2 directions et inférieure à 25 m dans les zones formant cul de sac.

Les escaliers ne débouchant pas à l'extérieur seront accessibles par un sas d'une surface minimale de 3 m<sup>2</sup> équipés de 2 portes pare-flammes de degré ½ heure, munies de ferme-portes, et débattant vers l'intérieur du sas. La distance entre la porte d'accès au sas en venant du parc et la porte d'accès à l'escalier sera inférieure à 10 mètres.

##### Allées de circulation :

Les rampes et allées de circulation seront maintenues libres de tout obstacle sur une hauteur de 2 mètres au minimum.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

#### *g. Conduits et gaines*

Les dispositions figurant à l'article PS 15 seront respectées.  
Aucune canalisation de gaz ne traversera le volume du parc.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

## 2. Aménagements

Les parois des parcs de stationnement seront réalisées en matériaux de catégorie M0 ou A2-s2,d0.  
Les revêtements intérieurs des murs, plafonds et faux-plafonds seront réalisés en matériaux de catégorie M1 ou B-s3,d0.

Les produits d'isolation thermique ou acoustique seront réalisés au moyen de matériaux classés au moins :

- A2-s2, d0 en paroi verticale, en plafond,
- A2<sub>FL</sub>-s1 en plancher ou au sol.

Les sols présenteront une pente suffisante pour que les eaux et tout liquide, accidentellement répandus s'écoulent facilement en direction d'une fosse munie d'un dispositif de séparation ou vers tout autre système capable de retenir les liquides déversés. Cette fosse aura une capacité d'1 mètre cube.

Pour éviter l'écoulement des liquides d'un niveau du parc vers les niveaux inférieurs, le sol de la rampe desservant les 2 niveaux de parc sera surélevé de 3 centimètres à l'intersection des niveaux et des rampes desservant les niveaux inférieurs.

Les sols sont réalisés en matériaux de catégorie M0 ou A2<sub>FL</sub>-s2.  
Les revêtements des sols seront en matériaux de catégorie M3 ou C<sub>FL</sub>-s2.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

### 3. Désenfumage

Sans objet.

Ce parc de stationnement est largement ventilé au sens de l'article PS 3, la distance entre façades opposées étant inférieure à 75 mètres et 50 % de la surface des parois étant ouverte.  
Les surfaces d'ouverture dans les parois correspondent à plus de 5 % de la surface de plancher du niveau.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

### 4. Installations électriques

Les installations électriques seront conformes aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs.

Les installations suivantes bénéficieront d'une alimentation électrique de sécurité :

- les ascenseurs utilisables par les personnes handicapées en cas d'incendie et ceux définis à l'article PS 5 ;
- les moyens de communication destinés à donner l'alerte ;
- l'alimentation électrique des installations de sécurité sera réalisée en câbles de catégorie CR1.

Il est prévu dans le parc de stationnement des postes de charge pour véhicules électriques.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

### 5. Éclairage de sécurité

Le parc sera équipé d'un éclairage de sécurité limité à la fonction d'évacuation. Cet éclairage comportera une nappe haute complétée par une nappe basse, toutes deux conformes aux dispositions des articles EC 7 à EC 9 et EC 11 à EC 15.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

### 6. Ascenseurs

Les ascenseurs, ascenseurs de charge et les monte-charges sont construits et installés conformément aux spécifications de la directive 95/16/CE.

Aux niveaux 1 et 2, le parc comportera un ascenseur accessible aux personnes à mobilité réduite qui sera également utilisable en cas d'incendie pour l'évacuation de ces personnes. Il répondra aux dispositions suivantes :

- il est relié directement à un escalier (largeur 2 unités de passage) sans avoir à transiter par le volume du parc ;
- le sas d'accès présentera une surface minimale de 5 mètres carrés avec une largeur d'au moins 1.50 mètre ;



- une aire d'attente est aménagée en face de l'ascenseur. La surface de l'aire d'attente est proportionnelle au nombre de places de stationnement prévues pour les personnes à mobilité réduite à ce niveau, à raison de 1 m<sup>2</sup> par place avec un minimum de 2 m<sup>2</sup> ;
- l'aire d'attente n'empiète pas sur la circulation menant à un escalier ou à une sortie sur l'extérieur ;
- l'ascenseur dispose d'un balisage de sécurité et d'une signalétique appropriée et conforme à la norme NF X 08-003, facilement repérable à partir des emplacements de stationnement réservés pour les personnes à mobilité réduite.

La distance à parcourir par les personnes à mobilité réduite depuis leur emplacement de stationnement réservé à cet effet pour atteindre l'ascenseur utilisable en cas d'incendie ou une sortie respecte les dispositions de l'article PS 13 §1.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

## 7. Moyens de secours contre l'incendie

### a. *Colonnes Sèches*

Ce point n'est pas abordé dans le dossier.

L'article PS 29 §3 prévoit qu'une colonne sèche soit installée dans les escaliers ou sas pour les parcs comportant au moins 3 niveaux immédiatement au-dessus du niveau de référence.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas d'apprécier la conformité des dispositions envisagées concernant ce point du référentiel.

### b. *Appareils mobiles et moyens divers*

Les moyens de lutte contre l'incendie suivants sont prévus :

- des extincteurs portatifs de 6 kilogrammes ou 6 litres appropriés aux risques judicieusement répartis à raison d'un pour quinze véhicules ;
- une caisse de 100 litres de sable meuble pour chaque niveau, munie d'une pelle placée à proximité de chaque rampe.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

### c. *Consignes*

Les consignes de sécurité mentionnées à l'article PS 30 seront affichées.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

### d. *Surveillance*

L'article PS 25 prévoit que la surveillance puisse être réalisée de manière commune avec celle d'autres activités.

La surveillance est assurée par le service de sécurité du centre durant les horaires d'ouverture au public. En dehors des heures d'ouverture du centre commercial, une télésurveillance est prévue.

La composition du service de sécurité fait l'objet d'une demande d'avis détaillée dans le rapport principal.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

### e. *Moyens de détection, d'alarme et d'alerte*

Le système de sécurité incendie du centre commercial (SSI de catégorie A) est étendu au parc, intégré dans le groupement d'exploitations.

Le signal sonore de l'alarme sera doublé d'un dispositif visuel (feux à éclipse par exemple).  
Les déclencheurs manuels seront disposés à chacun des 2 niveaux de parc dans les circulations, à proximité des accès à chaque escalier. Ils seront placés à une hauteur de 1,30 m.

Le déclenchement de l'alarme entraînera notamment :

- la dé condamnation des issues verrouillées dans l'ensemble du parc ;
- l'affichage à l'entrée des véhicules de l'interdiction d'accès.

Le parc de stationnement constituera une zone d'alarme spécifique.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

## **V. PRESCRIPTIONS**

Les prescriptions qui suivent ont pour objectif de préciser les dispositions techniques des référentiels applicables faisant défaut du fait de leur non-intégration au dossier présentant le projet, ainsi que les éléments du projet contraires à ces référentiels. Elles sont restreintes à l'objet même de la consultation et n'ont pas systématiquement pour vocation de viser le groupement d'exploitations dans sa globalité.

Les dispositions du décret n° 73-1007 codifié relatives aux articles R. 123-1 à R. 123-55, ainsi que les dispositions de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public seront retenues comme référentiels. Elles seront complétées par celles de :

- l'arrêté ministériel du 9 mai 2006, relatif au type PS.
- 1) Mettre en cohérence le nombre de places prévu dans le descriptif (850 places) et celui comptabilisé sur les plans fournis (957 places) (article PS 2).
- 2) Prévoir des colonnes sèches de 65mm dans les cages d'escalier, comportant à chaque niveau une prise de 65 mm et deux prises de 40 mm. Cette disposition impose la mise en place d'un ou plusieurs poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre branchés sur une canalisation d'un diamètre au moins égal et implantés à moins de 60 mètres des orifices d'alimentation des colonnes sèches (article PS 29).
- 3) Respecter toutes les dispositions du cahier des charges relatif à l'installation d'infrastructures de charges pour les véhicules électriques ou véhicules hybrides rechargeables (articles PS 23, R 123-13 et guide de préconisations PS).
- 4) Les vérifications techniques doivent être effectuées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur dans les établissements des 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> catégories, pour tous travaux soumis à permis de construire, ainsi que pour les travaux soumis à l'autorisation prévue à l'article L.111-8 (ancien R. 123-23) du code de la construction et de l'habitation. Ces vérifications seront consignées dans un rapport de vérifications réglementaires après travaux (articles GE 7 et GE 8).

## **VI. OBSERVATION RELATIVE A LA SOLIDITE**

Les prescriptions relatives aux vérifications techniques assurées par des organismes agréés contiennent l'obligation faite au maître d'ouvrage de procéder aux contrôles et vérifications techniques relatives à la solidité conformément aux textes en vigueur. Dans le cas où les modifications apportées au groupement d'exploitations ne concernent pas directement la structure de l'édifice, il appartient au maître d'ouvrage de prendre les dispositions nécessaires pour apprécier l'incidence des travaux sur cette structure et en tant que de besoin de faire effectuer ces vérifications relatives à la solidité par un organisme agréé.

## VII. CONCLUSION

L'examen du dossier met en évidence que le projet proposé par le pétitionnaire respecte les principes fondamentaux de sécurité relatifs à la réglementation opposable à chaque activité déclarée. Cependant, les dispositions techniques complémentaires nécessaires pour atteindre la conformité aux référentiels concernés devront être prises en compte par l'autorité chargée de délivrer l'autorisation justifiant la présente étude.


## VIII. PROCEDURE RELATIVE A L'OUVERTURE DE L'ETABLISSEMENT

A l'occasion de la demande d'autorisation d'ouverture exprimée par le maire au moins un mois avant la date d'ouverture prévue, le secrétariat de la commission de sécurité devra disposer des pièces suivantes :

- l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur,
- l'attestation du bureau de l'organisme agréé, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage.

Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage.

Au moins 48 heures avant la visite précédant la délivrance de l'autorisation d'ouverture, les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique (rapports de vérifications réglementaires après travaux), établis par des organismes agréés, devront être fournis à la commission de sécurité.

Le directeur départemental,  
Pour le directeur départemental  
Le Chef du groupement prévention  
  
Lieutenant-colonel Nicolas JAL



N/REF. : E-28339 - PHC.MG  
Aff. suivie par : Ltn P.H. CHARROIN  
Groupement prévention  
Service Instruction Prévention Sud2  
gprv.sud.sec@sdis38.fr  
Tél. 04.76.26.88.67  
Fax 04.76.26.82.66

**RAPPORT TECHNIQUE D'ETUDE DE DOSSIER  
DANS LE CADRE D'UN GROUPEMENT D'EXPLOITATIONS**

**I. RÉFÉRENCES DU DOSSIER**

Commune :	SAINT-MARTIN-D'HERES
Adresse :	9 AVENUE BENOÎT FRACHON
Désignation du groupement d'exploitations :	CC LES HALLES NEYRPIC
Classement proposé :	type M, avec des activités de types N, X de 1 <sup>ère</sup> catégorie et PS
Direction unique :	non désignée actuellement
Lots concernés par les travaux :	ensemble de l'établissement
Dénomination :	CC LES HALLES NEYRPIC
Identité du demandeur :	M. GERKEN Philippe
Objet de la demande :	construction de l'établissement et 5 demandes d'avis
Procédures et numéros d'enregistrement du dossier :	permis de construire n° 4211710012 autorisation de travaux n° 4211710026
Date de dépôt du dossier :	31/05/2017, reçu pour avis le 08/06/2017.

**II. PRÉAMBULE**

Contexte général :

Considérant l'absence d'isolement, au sens du règlement de sécurité, entre les différentes exploitations constituant ce centre commercial, la commission de sécurité a considéré que l'ensemble de ces entités doit être regardé comme un seul établissement recevant du public.

En conséquence, le présent rapport intéresse la construction de l'établissement. Il est composé :

- d'un document permettant à la direction unique de sécurité de mettre à jour la situation globale de l'établissement et d'intégrer l'impact des travaux envisagés sur les mesures de sécurité exigibles pour l'ensemble de ce groupement d'exploitations ;
- d'un document permettant d'aborder la situation particulière de chaque exploitation concernée.

### Contexte particulier :

- Le présent dossier concerne essentiellement la coque du futur centre commercial. Les aménagements intérieurs feront l'objet d'autorisations de travaux ultérieures. Parmi les lots prévus, seul le parc de stationnement est détaillé et fait l'objet d'un rapport spécifique. Pour les autres lots, une évaluation théorique des effectifs est réalisée (voir paragraphe D) et sera réajustée au fur et à mesure des aménagements.

Les rapports techniques concernant ces lots seront réalisés par le groupement prévention dès réception des dossiers d'aménagement.

- Les dispositions techniques retenues dans le présent dossier (en particulier le calcul des effectifs réalisé par le pétitionnaire) sont basées sur la réglementation en vigueur à la date de dépôt du dossier, à savoir l'arrêté ministériel du 22 décembre 1981 modifié, relatif au type M. Le projet ne prend pas en compte les modifications offertes désormais par l'arrêté du 13/06/2017, applicable au 01/07/2017. Néanmoins, l'attention du pétitionnaire a été attirée sur ce point pour que les choix techniques retenus n'apportent pas de contraintes lors des aménagements futurs des différents lots.
- Le projet fait l'objet de particularités qui sont détaillées au fil du rapport. Elles ont été évoquées avec la maîtrise d'œuvre lors de réunions techniques préalables au dépôt du dossier. Certaines d'entre elles font l'objet d'une demande d'avis.

### **III. HISTORIQUE**

#### **A. Historique de l'établissement**

Le site concerné, anciennement usine de turbines hydro-électriques, se compose de 4 bâtiments distincts : la halle Neyrpic (au Sud-Est), la halle Ectra (au Sud-Ouest), la halle Caterpillar (à l'Ouest), ainsi que l'ancienne pointeuse de l'usine, petit bâtiment remarquable situé au centre des deux halles principales.

La mémoire industrielle du site est l'un des axes majeurs du projet. Il s'agit de réhabiliter les différents bâtiments afin de mettre en valeur l'histoire du lieu.

Le projet représente 47980 m<sup>2</sup> de surface de plancher intégrant :

- 1 fitness.
- Des restaurants.
- Des boutiques.
- Des moyennes surfaces dédiées.

#### **B. Procédures à réceptionner lors de la prochaine visite**

- Permis de construire n° 4211710012 et autorisation de travaux n° 4211710026, **objet du présent rapport.**

### **IV. PRÉSENTATION DU PROJET**

#### **A. Rappel relatif au groupement d'exploitations existant**

Le site actuel n'est pas connu en tant qu'établissement recevant du public.

#### **B. Présentation des travaux relatifs à la création de l'établissement**

L'établissement s'organise en 3 bâtiments, selon le descriptif suivant :



• **BÂTIMENT A :**

2 <sup>ème</sup> étage	• 1 lot à usage de magasin
1 <sup>er</sup> étage	• 16 lots à usage de magasins • 1 lot à usage de restaurant • 2 lots à usage de fitness
RDC	• 22 lots à usage de magasins • 12 lots à usage de restaurants • 1 lot à usage de fitness
Sous-sol	• 1 lot à usage de magasin

• **BÂTIMENT B :**

1 <sup>er</sup> étage	• 21 lots à usage de magasins • 1 lot à usage de restaurant
RDC	• 23 lots à usage de magasins • 10 lots à usage de restaurants
Sous-sol	• 1 lot à usage de magasin

• **BÂTIMENT C :**

4 <sup>ème</sup> étage	• Parc de stationnement
3 <sup>ème</sup> étage	• Parc de stationnement
2 <sup>ème</sup> étage	• Parc de stationnement
1 <sup>er</sup> étage	• 2 lots à usage de magasins • Parc de stationnement
RDC	• 22 lots à usage de magasins

**Il est important de préciser ici que les conditions d'isolement entre les 3 bâtiments ne sont pas assurées.**

**En tout état de cause, le pétitionnaire a fait le choix de considérer 1 seul ERP de 3 bâtiments.**

**C. Bilan des types d'activités**

Le public est accueilli dans le cadre des activités suivantes :

- Magasins (activité de type M),
- Restauration (activité de type N),
- Sport (activité de type X),
- Parc de stationnement (activité de type PS).

**D. Bilan des effectifs accueillis**

Préambule pour la compréhension du mode de calcul retenu par le pétitionnaire à ce stade du projet et avant les aménagements réels des lots :

- Le calcul des effectifs réalisé **par le pétitionnaire** est basé sur la réglementation en vigueur à la date de dépôt du dossier, à savoir l'arrêté ministériel du 22 décembre 1981 modifié, relatif au type M. Il ne prend pas en compte les modifications offertes désormais par l'arrêté du 13/06/2017, applicable au 01/07/2017.
- Les surfaces détaillées dans les tableaux ci-dessus sont les surfaces totales des lots.
- La présente notice porte sur la coque de l'établissement. Les aménagements intérieurs feront l'objet d'autorisations de travaux ultérieures. Néanmoins, pour évaluer l'effectif global de cet établissement, les surfaces suivantes sont retenues pour estimer la surface accessible au public dans chaque lot en tenant compte des futurs aménagements intérieurs :

- 85 % de la surface (moyennes surfaces).
- 90 % de la surface (boutiques de petite surface).
- 70 % de la surface (restaurants).
- 100 % de la surface (mails).
- 100 % de la surface (salles de fitness).

- L'effectif du personnel est estimé à 3 % de l'effectif du public.
- La restauration est toujours considérée assise.

• **BÂTIMENT A :**

Exploitations	Niveau	Lots	Surface (m²)	Mode de calcul	Public	Personnel	Total
Moyenne surface	2		851m²	1pers./2 m²/3	121	4	125
<b>Sous-total niveau 2</b>							<b>125</b>
Moyenne surface	1		465m²	1pers./m²/3	132	4	136
Moyenne surface	1		1234m²	1pers./m²/3	411	13	424
Moyenne surface	1		1516m²	1pers./m²/3	430	13	443
Boutique	1		175m²	1pers./2 m²/3	26	1	27
Boutique	1		175m²	1pers./2 m²/3	26	1	27
Boutique	1		241m²	1pers./2 m²/3	36	2	38
Boutique	1		296m²	1pers./2 m²/3	44	2	46
Boutique	1		279m²	1pers./2 m²/3	42	2	44
Boutique	1		259m²	1pers./2 m²/3	39	2	41
Boutique	1		154m²	1pers./2 m²/3	23	1	24
Boutique	1		179m²	1pers./2 m²/3	27	1	28
Kiosque	1		21m²	1pers./2 m²/3	3	1	4
Kiosque	1		15m²	1pers./2 m²/3	2	1	3
Kiosque	1		15m²	1pers./2 m²/3	2	1	3
Kiosque	1		15m²	1pers./2 m²/3	2	1	3
Restaurant	1		798m²	1pers./m²	559	17	576
Fitness	1		410m²	déclaration	100	3	103
Fitness	1		410m²	déclaration	200	6	206
Mail	1		941m²	1pers./5m²	188	0	188
<b>Sous-total niveau 1</b>							<b>2364</b>
Moyenne surface	RDC		462m²	2 pers./ m²/3	262	8	270
Moyenne surface	RDC		254m²	2 pers./ m²/3	152	5	157
Boutique	RDC		192m²	1pers./2 m²/3	29	1	30
Boutique	RDC		187m²	1pers./2 m²/3	28	1	29
Boutique	RDC		100m²	1pers./2 m²/3	15	1	16
Boutique	RDC		98m²	1pers./2 m²/3	15	1	16
Boutique	RDC		100m²	1pers./2 m²/3	15	1	16
Boutique	RDC		197m²	1pers./2 m²/3	30	1	31
Boutique	RDC		233m²	1pers./2 m²/3	35	2	37
Boutique	RDC		173m²	1pers./2 m²/3	26	1	27
Boutique	RDC		76m²	1pers./2 m²/3	11	1	12
Boutique	RDC		345m²	2 pers./ m²/3	196	6	202
Boutique	RDC		136m²	1pers./2 m²/3	20	1	21
Boutique	RDC		121m²	1pers./2 m²/3	18	1	19
Boutique	RDC		341m²	2 pers./ m²/3	193	6	199
Boutique	RDC		318m²	2 pers./ m²/3	180	6	186
Boutique	RDC		118m²	1pers./2 m²/3	18	1	19
Kiosque	RDC		15m²	1pers./2 m²/3	2	1	3



Kiosque	RDC		15m <sup>2</sup>	1pers./2 m <sup>2</sup> /3	2	1	3
Kiosque	RDC		15m <sup>2</sup>	1pers./2 m <sup>2</sup> /3	2	1	3
Kiosque	RDC		15m <sup>2</sup>	1pers./2 m <sup>2</sup> /3	2	1	3
Mail	RDC		1857m <sup>2</sup>	1pers./5m <sup>2</sup>	371	0	371
Restaurant	RDC		439m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup>	307	10	317
Restaurant	RDC		286m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup>	200	7	207
Restaurant	RDC		97m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup>	68	3	71
Restaurant	RDC		97m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup>	68	3	71
Restaurant	RDC		157m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup>	110	4	114
Restaurant	RDC		162m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup>	113	4	117
Restaurant	RDC		203m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup>	142	5	147
Restaurant	RDC		213m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup>	149	5	154
Restaurant	RDC		285m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup>	200	6	206
Restaurant	RDC		282m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup>	197	6	203
Restaurant	RDC		346m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup>	242	8	250
Restaurant	RDC		378m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup>	265	8	273
Fitness	RDC		202m <sup>2</sup>	déclaration	100	3	103
<b>Sous-total niveau RDC</b>							<b>3905</b>
Boutique	S/sol		1687m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup> /3	478	15	493
<b>Sous-total niveau Sous-sol</b>							<b>493</b>
<b>Total du bâtiment A</b>							<b>6887</b>

• **BÂTIMENT B:**

Exploitations	Niveau	Lots	Surface (m <sup>2</sup> )	Mode de calcul	Public	Personnel	Total
Moyenne surface	1		1073m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup> /3	304	10	314
Moyenne surface	1		1070m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup> /3	303	10	313
Moyenne surface	1		308m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup> /3	97	3	90
Boutique	1		200m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	30	1	31
Boutique	1		135m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	20	1	21
Boutique	1		200m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	30	1	31
Boutique	1		221m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	33	1	34
Boutique	1		143m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	21	1	22
Boutique	1		272m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	41	2	43
Boutique	1		175m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	26	1	27
Boutique	1		124m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	19	1	20
Boutique	1		191m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	29	1	30
Boutique	1		225m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	34	2	36
Boutique	1		124m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	19	1	20
Boutique	1		175m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	26	1	27
Boutique	1		180m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	27	1	28
Boutique	1		175m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	26	1	27
Boutique	1		82m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	12	1	13
Kiosque	1		15m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	2	1	3
Kiosque	1		15m <sup>2</sup>	1pers./2m <sup>2</sup> /3	2	1	3
Mail	1		1425m <sup>2</sup>	1pers./5m <sup>2</sup>	285	0	285
Restaurant	1		632m <sup>2</sup>	1pers./m <sup>2</sup>	442	14	456
<b>Sous-total niveau 1</b>							<b>1874</b>
Moyenne surface	RDC		567m <sup>2</sup>	2 pers./ m <sup>2</sup> /3	321	10	331
Moyenne surface	RDC		1065m <sup>2</sup>	2 pers./ m <sup>2</sup> /3	604	19	623
Moyenne surface	RDC		164m <sup>2</sup>	2 pers./ m <sup>2</sup> /3	98	3	101
Boutique	RDC		35m <sup>2</sup>	1pers./2 m <sup>2</sup> /3	5	1	6
Boutique	RDC		35m <sup>2</sup>	1pers./2 m <sup>2</sup> /3	5	1	6



Boutique	RDC		112m <sup>2</sup>	1pers./2 m <sup>2</sup> /3	17	1	18
Boutique	RDC		323m <sup>2</sup>	1pers./2 m <sup>2</sup> /3	92	3	95
Boutique	RDC		220m <sup>2</sup>	1pers./2 m <sup>2</sup> /3	33	1	34
Boutique	RDC		187m <sup>2</sup>	1pers./2 m <sup>2</sup> /3	28	1	29
Boutique	RDC		93m <sup>2</sup>	1pers./2 m <sup>2</sup> /3	14	1	15
Boutique	RDC		92m <sup>2</sup>	1pers./2 m <sup>2</sup> /3	14	1	15
Mail	RDC		1795m <sup>2</sup>	1pers./5m <sup>2</sup>	305	0	305
Sous-total niveau RDC							1743
Total du bâtiment C							2391

• **TOTAL ETABLISSEMENT :**

Bâtiment A + bâtiment B + bâtiment C	15231
--------------------------------------	-------

**E. Proposition de classement**

Compte tenu des activités et des effectifs accueillis, ce groupement d'exploitations remplit les conditions pour être classé en type M, avec des activités secondaires de types N, X et PS de la 1<sup>ère</sup> catégorie.

**F. Informations complémentaires relatives à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique portées dans le dossier de consultation**

**1. Construction**

*a. Conception et desserte des bâtiments*

Cet établissement présente un plancher bas du dernier niveau accessible au public situé à une hauteur de moins de 8 mètres du sol, sauf ponctuellement (niveau 2 du bâtiment A). La distribution intérieures des locaux de l'établissement est conçue sur le principe du cloisonnement traditionnel.

L'établissement présente 2 façades accessibles desservies par voies engins de 12 mètres (dont 6 mètres libres permettant la circulation des engins de secours) situées sur des façades opposées. Deux portions de voies permettant la mise en station des échelles aériennes seront situées au droit des passerelles permettant l'accès aux locaux du niveau 2.

Les 4 façades sont en réalité accessibles.

Les accès pompiers des niveaux supérieurs seront constitués de baies de 0,90 m X 1,80 m, ouvrant à la Française avec déverrouillage intérieur/extérieur. Elles seront repérées de l'extérieur.

Point particulier	<p>" Le Corso " est un large espace à l'air libre séparant les bâtiments.</p> <p>En plein air, une multitude d'activités y auront lieu, variant au rythme des saisons, des heures et des événements ponctuels. La végétation du Corso se déploie sur les façades et à travers des arbres en pots, de manière à pouvoir libérer au maximum l'espace au sol au caractère plus minéral.</p> <p>Sa large dimension permet de le considérer comme une zone extérieure séparant les bâtiments et permettant une évacuation aisée de ceux-ci. Le public présent dans cet espace peut sortir directement dans la rue sans repasser par l'intérieur des bâtiments. Il n'est pas accessible aux véhicules de secours.</p>
-------------------	---

Point particulier	<p>Les locaux recevant du public du niveau 2, situés à plus de 8 mètres du niveau d'accès des secours, ne sont pas situés directement sur la façade accessible (retrait de la voirie).</p> <p>Leur accessibilité est rendue possible via des passerelles techniques entre les sheds reliant la façade à la rue. Les points d'accès seront identifiés sur la façade accessible.</p> <p>→ Ce point fait l'objet de la demande d'avis n° 1</p>
-------------------	---

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

*b. Isolement par rapport aux tiers*

Le centre commercial étant sprinklé, il est considéré à risque courant.

" L'espace vertical ", établissement enclavé dans le projet, constitue un tiers. Il sera isolé par des parois coupe-feu 2 heures. Selon la localisation des parois et toitures, l'isolement sera prolongé sur 1 mètre ou la toiture sera pare-flammes ½ heure sur 4 mètres au droit de la ligne d'héberge. La conception des structures (non effondrement en chaîne) n'est pas évoquée.

Le plancher d'isolement avec le parc de stationnement couvert sera coupe-feu 1H30. La communication est réalisée par des sas empruntés par des personnes seules.

Le parc et le centre étant situés à des niveaux différents, les sas respecteront les dispositions suivantes :

- les parois seront incombustibles et coupe-feu 2 heures ;
- la surface des sas sera comprise entre 6 et 10 m<sup>2</sup> ;
- ils seront munis de deux portes de 1 UP, coupe-feu 1 heure à fermeture automatique et s'ouvrant vers l'intérieur du sas ;
- ces portes se trouveront à une distance minimale de 3 mètres l'une de l'autre ;
- les détecteurs commandant la fermeture des portes du sas seront implantés dans le parc et dans le magasin, en plafond, de part et d'autre des portes et à 2 mètres environ de ces dernières ;
- la sensibilisation d'un de ces détecteurs provoquera d'abord la fermeture de toutes les portes coupe-feu du sas côté " feu " puis celles des autres portes coupe-feu du sas, après une temporisation maximale d'1 minute (la capacité du parking est inférieure à 1000 véhicules).
- Aucune activité commerciale ou dépôt n'y sera réalisé.

Les autres tiers sont isolés par une aire libre de plus de 8 mètres.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

*c. Solution retenue pour l'évacuation des personnes en situation de handicap*

Pour deux escaliers judicieusement répartis de chaque bâtiment, il est aménagé au niveau des paliers des espaces permettant aux personnes en situation de handicap d'attendre une évacuation différée, à raison d'une place par UP de l'escalier au minimum (insuffisant en nombre mais la configuration des bâtiments offre la possibilité d'un transfert horizontal d'un bâtiment à l'autre sauf niveau 2 et bâtiment C).

La présence d'extinction automatique à eau et d'un désenfumage par canton permettent de protéger les personnes devant atteindre ces dégagements.

Les blocs-portes seront coupe-feu au lieu d'être pare-flammes.

Des interphones permettant la communication avec le poste de sécurité seront installés sur ces paliers.

Point particulier	La passerelle située à l'étage et reliant le mail au parc de stationnement ne met pas les bâtiments en communication au sens de l'article CO 10. Elle participe à la mise en sécurité des personnes en situation de handicap lors de l'évacuation tant du centre commercial que du parc de stationnement.
-------------------	---

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.



*d. Résistance au feu des structures*

Point particulier	Compte tenu du fait que seule une partie du bâtiment A est située à plus de 8 mètres du niveau de la voie engins, il est convenu que le bâtiment sera stable au feu 1 heure et que seule la structure principale des parties du bâtiment supportant le niveau R+2 sera stable au feu 1H30. Afin que la ruine d'une partie ne puisse pas entraîner la ruine de l'autre, cette stabilité sera appliquée à la partie du bâtiment comprise entre deux joints de dilatation. → Ce point fait l'objet de la demande d'avis n° 2
-------------------	---

Au droit des locaux à risques importants, la structure du bâtiment sera stable au feu 2 heures.

Point particulier	La structure existante de la halle est conservée mais dissociée de la structure du bâtiment totalement construite. Elle n'est conservée uniquement que pour son aspect et pour le rendu esthétique du projet. Elle ne participe en rien à la stabilité de rétablissement.
-------------------	--

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas d'apprécier la conformité des dispositions envisagées concernant ce point du référentiel.

*e. Couvertures*

Les tiers sont à plus de 12 mètres. Il n'y a donc pas d'exigence.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

*f. Façades*

Les dispositions de l'IT 263 seront respectées.

La règle du C+D n'est pas applicable à l'ensemble des façades (établissement sprinklé).

Elle sera néanmoins appliquée au droit des locaux à risques importants.

La réaction au feu des éléments de façades n'est toutefois pas évoquée dans la notice de sécurité.

Point particulier	Des pneus utilisés en éléments décoratifs extérieurs de façade partielle sont prévus sur une émergence. Compte tenu du fort potentiel calorifique et fumigène de ces éléments, les dispositions suivantes sont prévues : <ul style="list-style-type: none"><li>• la façade sera rendue coupe-feu de degré 1 heure,</li><li>• les toitures du projet dominées par cette décoration seront traitées comme celles d'un tiers (pare-flammes ½ heure sur 4 m),</li><li>• un " C+D " conforme à l'article CO 21 sera mis en œuvre et aucun potentiel calorifique important ne sera implanté au droit de cette façade.</li></ul> → Ce point fait l'objet de la demande d'avis n° 3
-------------------	---

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas d'apprécier la conformité des dispositions envisagées concernant ce point du référentiel.

*g. Distribution intérieure, compartimentage*

La distribution intérieure sera réalisée par cloisonnement traditionnel, avec :

- Dégagements protégés encloisonnés par des parois coupe-feu 1 heure et blocs-portes pare-flammes ½ heure et ferme-portes.
- Circulations recoupées tous les 25 à 30 mètres par des blocs-portes pare-flammes ½ heure et ferme-portes.

Les dispositions de l'article M 7 seront respectées :

- Cloisons entre exploitations en matériaux incombustibles et coupe-feu 1 heure (sauf pour des exploitations de types M et N groupées sur une surface de moins de 300 m<sup>2</sup>).
- Les parois séparant les exploitations des mails ne seront pas résistantes au feu.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

#### *h. Locaux non accessibles au public, locaux à risques particuliers*

Les locaux à risques importants seront isolés par des parois et plancher haut coupe-feu 2 heures et porte coupe-feu 1 heure avec ferme-porte et sans communication directe avec des locaux accessibles au public.

Les locaux à risques moyens seront isolés par des parois et plancher haut coupe-feu 1 heure et bloc-porte coupe-feu ½ heure avec ferme-porte.

Les aires de livraison seront à des emplacements largement ventilés et isolés du reste de l'établissement.

#### Réserves :

Lorsque la surface totale de l'exploitation n'excédera pas 300 m², aucun isolement de la réserve ne sera prévu.

Dans le cas contraire, elles seront considérées à risques importants. Les portes coupe-feu 1 heure seront à fermeture automatique asservies à détection automatique incendie (détecteurs placés de part et d'autre de la porte).

Pour les boutiques en étage, elles ne perturberont pas l'accès par baies pompiers.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

#### *i. Conduits et gaines*

Les conduits et gaines respecteront les dispositions des articles CO 31 et 32.

Le degré coupe-feu 1H30 en traversée de plancher bas du parc de stationnement sera restitué.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

#### *j. Dégagements*

Les dégagements indiqués en " dégagements réalisés " sont des estimatifs à ce stade du projet (manque d'information sur les aménagements des lots à prévoir).

#### • **BÂTIMENT A :**

	Effectif à évacuer*		Dégagements réglementaires		Dégagements réalisés	
	Du niveau	Cumulé	Nombre	Largeur cumulée	Nombre	Largeur cumulée
2 <sup>ème</sup> étage	125	125	2	3 UP	2	4 UP
1 <sup>er</sup> étage	2364	2489	6	25 UP	5S de 20 UP (mail) 7S de 14 UP (lots)	
RDC	3905	6394	14	64 UP	7S de 24 UP (mail) 13 S de 34 UP (lots) 5S de 14 UP (étage)	
Sous-sol	493	493	2	6 UP	3	6 UP
TOTAL	6887		15	69 UP	7S de 24 UP (mail) 13 S de 34 UP (lots) 5S de 14 UP (étage)	

• **BÂTIMENT B :**

	Effectif à évacuer*	Dégagements réglementaires		Dégagements réalisés	
		Nombre	Largeur cumulée	Nombre	Largeur cumulée
1 <sup>er</sup> étage	1874	5	19 UP	5S de 15 UP (mail) 2S de 4 UP (lots)	
RDC	4079	10	41 UP	7S de 25 UP (mail) 14 S de 28 UP (lots) 5S de 15 UP (étage)	
TOTAL	5953	13	60 UP	7S de 25 UP (mail) 14 S de 28 UP (lots) 5S de 15 UP (étage)	

• **BÂTIMENT C :**

	Effectif à évacuer	Dégagements réglementaires		Dégagements réalisés	
		Nombre	Largeur cumulée	Nombre	Largeur cumulée
1 <sup>er</sup> étage	648	3	7 UP	2S de 4 UP *	
RDC	1743	5	18 UP	7S de 22 UP (mail) 8S de 16UP (lots)	
TOTAL	2391	6	24 UP	7S de 22 UP (mail) 8S de 16UP (lots)	

Détails nécessaires à la compréhension des particularités des dégagements :

- Les distances maximales à parcourir sont respectées.
- Les exploitations susceptibles de recevoir plus de 50 personnes comporteront un nombre minimum de dégagements indépendants de la manière suivante :
  - de 51 à 300 personnes : 1 dégagement accessoire
  - de 301 à 700 personnes : 1 dégagement normal de 2 UP
  - au-delà de 700 personnes : 2/3 du nombre et de la largeur des dégagements normaux.
- Les exploitations recevant de 20 à 50 personnes ne pourront avoir qu'un dégagement de 2 UP sur le mail.
- Les 3 escaliers mécaniques auront un angle d'inclinaison de 30° maximum et une largeur d'1,20 m entre mains courantes.
- Les portes automatiques respecteront l'article CO 48.

**\* Dans le dossier, il existe une incohérence entre le descriptif et les plans (une partie de la surface de vente décrite dans le dossier apparaît en parc de stationnement sur les plans).**

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas d'apprécier la conformité des dispositions envisagées concernant ce point du référentiel.

## 2. Aménagements intérieurs, décoration et mobilier

Les dispositions suivantes sont prévues :

ELEMENTS	LOCAUX	DEGAGEMENTS	OBSERVATIONS
Revêtements muraux	C-s3,d0 ou M2	C-s3,d0 ou M2	
Plafonds – plafonds suspendus	B-s3,d0 ou M1 A2-s2,d0 ou M0	B-s3,d0 ou M1 C-s3,d0 ou M2	Dans la limite de 25 % ou PF 1/4h tous les 300 m² ou 30 m
Recoupements	B-s3,d0 ou M1	A2-s2,d0 ou M0	
Isolation en plénum (suspente et fixation)	A2-s2,d0 ou M0	B-s3,d0 ou M1 A2-s2,d0 ou M0	
Sol	D <sub>RL</sub> -s2 ou M4	D <sub>RL</sub> -s2 ou M4	
Escaliers enclouonnés		B-s3,d0 ou M1 D-s3,d0 ou M3	Parois verticales/plafonds rampants marches
Revêtements isolants	B-s3,d0 ou M1	B-s3,d0 ou M1	Parois verticales/plafonds
Tentures, rideaux	C-s3,d0 ou M2	B-s3,d0 ou M1	
Mobilier, agencement principal	D <sub>RL</sub> -s1 ou M3		
Décoration	C-s3,d0 ou M2 B-s3,d0 ou M1		Si flottant

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

### 3. Désenfumage

#### Généralités :

Les locaux accessibles au public de surface supérieure à 300 m<sup>2</sup> seront désenfumés.  
La détermination des cantons et des retombées sera conforme à l'article 7.1.2. de l'instruction technique n° 246.  
Le désenfumage naturel sera réalisé par des dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur.  
Les amenées d'air frais nécessaires seront réalisées par les portes donnant sur l'extérieur.  
L'implantation des évacuations de fumée sera conforme à l'article 7.1.3. de l'instruction technique n° 246 ( $D < 4 \times H$ , inférieure à 30 m et leur nombre sera par tranche de 300 m<sup>2</sup>).  
Le déclenchement sera réalisé par commande manuelle depuis le CMSI implanté dans le local Poste Central de Sécurité.  
Cette commande provoquera l'arrêt des centrales provoquant des mouvements d'air dans la zone concernée.

#### Mail :

Le mail est établi sur 2 niveaux présentant une communication entre eux par des trémies tel que prévu à l'article M 6 §1.  
Il est découpé en cantons de 1600 m<sup>2</sup> maximum (60 m dans la plus grande dimension).  
Les dispositifs d'évacuation des fumées seront positionnés au plus près des trémies de communication soit dans la toiture (exutoires), soit dans la façade (ouvrants).  
Leur SUE sera calculée à partir de la définition des cantons.  
Les écrans de cantonnement seront réalisés par des parois en matériaux incombustibles stables au feu de degré 1/4 heure.  
Les amenées d'air frais nécessaires pour tous les cantons seront égales aux surfaces de désenfumage ; elles seront réalisées par les portes.  
La section des trémies est calculée de telle sorte que la somme des aires corresponde aux exigences de calcul de surface de désenfumage.

#### Moyennes surfaces :

Les dossiers d'aménagements des différentes exploitations préciseront les locaux concernés et les modes de désenfumage (l'aménagement de la coque prévoit les infrastructures nécessaires à la mise en œuvre du désenfumage de chaque exploitation : gaines verticales, exutoires...)

#### Escaliers :

Les escaliers encloués assurant l'évacuation seront désenfumés naturellement (ouvrant d'1m<sup>2</sup> en partie haute de la cage d'escalier).

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

### 4. Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire

#### Chauffage :

Chaque entrée de mail et chaque sas seront équipés de rideaux d'air chaud à eau chaude.

Pour les mails, des caniveaux chauffants à eau chaude sont disposés le long des façades vitrées afin de maintenir l'ambiance à 16 °C en occupation et éviter la condensation le long des parois vitrées.  
Des panneaux rayonnants eau chaude seront implantés en plafond au droit des espaces repos.



La production calorifique nécessaire aux besoins des commerces sera assurée par 2 sous-stations de chauffage urbain.

Les sous-stations de chauffage urbain ont une taille de 60 m<sup>2</sup>. La compagnie de chauffage s'occupe du réseau primaire (eau surchauffée) et de l'installation de l'échangeur. A la sortie de l'échangeur, elle laisse en attente deux brides pour le raccordement de l'installation.

Les puissances des sous-stations sont :

- Sous-station n° 1 : 1 700 kW
- Sous-station n° 2 : 1 700 kW

Ces sous-stations situées en RDC seront distantes l'une de l'autre de plus de 10 mètres.

#### Traitement d'air et ventilation :

Les boutiques, les moyennes surfaces et les restaurants seront desservis par une boucle à température constante, permettant la mise en place de pompes à chaleur.

La boucle sera préchauffée par les sous-stations de chauffage urbain ou refroidie par l'ensemble d'aéroréfrigérants adiabatiques.

Il y a trois lieux de production de boucle d'eau à température constante sur le site :

- une zone aéroréfrigérants en terrasse du bâtiment Aile Sud-Ouest
- une sous-station distribution en RDC du bâtiment Aile Sud-Est
- deux sous-stations chauffage en RDC du bâtiment Aile Sud-Est.

Le traitement du mail sera réalisé par des pompes à chaleur air/air indépendantes ou eau/air raccordées à la boucle à température constante. Ces équipements seront associés à une diffusion plafonnrière à induction, qui assurera l'amenée d'air neuf des occupants du mail et des boutiques et le traitement du mail.

Des panneaux rayonnants eau chaude seront implantés en plafond au droit des espaces repos.

La ventilation hygiénique des mails est réalisée par des CTA intégrées dans les mails et raccordées sur la boucle d'eau. Le soufflage et la reprise se fait dans le mail. Pour les zones de mail sur double hauteur ou nécessitant de longues portées de diffusion, le soufflage est réalisé par des diffuseurs à haute induction type buse.

Pour les mails qui restent fermés en été, un rafraîchissement de l'air pourra être réalisé soit par :

- intégration d'un système adiabatique ;
- fonctionnement en mode froid des CTA.

#### Ventilation mécanique contrôlée (VMC) :

Les locaux à pollution spécifique dont les sanitaires publics ou privés, les locaux déchets, etc .... seront équipés d'une installation d'extraction d'air ou VMC. Ces installations seront en fonctionnement permanent et indépendantes des installations de traitement d'air.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

#### 5. Installations gaz combustibles et hydrocarbures liquéfiés

Il n'y a pas de gaz prévu dans l'établissement.

#### 6. Installations électriques

##### Dispositions générales :

Les installations électriques respecteront les normes NF C 15-100.

L'établissement disposera d'une coupure d'alimentation générale installée au PC sécurité.

L'alimentation électrique de secours/sécurité nécessaire aux services généraux ainsi qu'au parking et en particulier aux équipements liés à la sécurité (désenfumage) sera réalisée à partir de 2 groupes électrogènes de sécurité (GES).

La cuve fuel en double paroi d'une capacité de 500 litres permet d'assurer une autonomie de 1 heure à pleine charge. Le dépotage sera réalisé côté rue en façade.

L'ensemble des installations sensibles du point de vue de sécurité (équipements installés et maintenus prévus pour assurer la sécurité des personnes en cas de défaillance de la source normale d'alimentation électrique) et concernant les services généraux ainsi que le parking du centre commercial sera repris à partir du groupe électrogène via un tableau général de sécurité du centre (TGS).

Ces alimentations seront réalisées en câble CR1 et alimentées suivant le régime de neutre TN. Les installations de sécurité (désenfumage) des moyennes unités du centre commercial, seront également raccordées sur le tableau général sécurité (TGS) du centre.

#### Panneaux photovoltaïques :

Une installation photovoltaïque sera réalisée en toiture, selon les dispositions suivantes :

- L'installation est réalisée conformément aux dispositions réglementaires applicables au bâtiment concerné en matière de prévention contre les risques d'incendie et de panique (notamment l'accessibilité des façades, l'isolement par rapport aux tiers, les ouvertures, les façades, la règle du C+D, le désenfumage, la stabilité au feu...).
- Elle sera réalisée selon les préconisations de l'Union Technique de l'Électricité (UTE) baptisé " C 15-712 installations photovoltaïques ".
- Elle est également conçue selon les préceptes du guide pratique réalisé par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) avec le syndicat des Énergies Renouvelables (SER) baptisé " Spécifications techniques relatives à la protection des personnes et des biens dans les installations photovoltaïques raccordées au réseau ".
- Toutes les dispositions sont prises pour éviter aux intervenants un risque de contact avec un conducteur actif de courant continu sous tension. Cet objectif peut notamment être atteint par l'une ou plusieurs des dispositions techniques suivantes :
  - a. un système de coupure d'urgence de la liaison DC (courant continu) est mis en place, positionné au plus près des modules, piloté à distance depuis une commande regroupée avec le dispositif de mise hors-tension du bâtiment ;
  - b. les câbles DC (courant continu) cheminent en extérieur (avec protection mécanique si accessible) et pénètrent directement dans chaque local technique onduleur du bâtiment ;
  - c. les onduleurs sont positionnés à l'extérieur, sur le toit, au plus près des modules ;
  - d. les câbles DC (courant continu) cheminent à l'intérieur du bâtiment jusqu'au local technique onduleur, et sont placés dans un cheminement technique protégé, situé hors dégagements et locaux à risques particuliers, et de degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes ;
  - e. les câbles DC (courant continu) cheminent uniquement dans le volume où se trouvent les onduleurs. Ce volume est situé à proximité immédiate des modules. Il n'est accessible ni au public, ni au personnel ou occupants non autorisés. Le plancher bas de ce volume est stable au feu du même degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes.
- Le local technique onduleur disposera de parois de degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment, soit 1 heure.

- Une coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs, largement visible, est positionnée à proximité du dispositif de mise hors tension du bâtiment et identifié par la mention " Attention – Présence de deux sources de tension : 1- Réseau de distribution ; 2- Panneaux photovoltaïques " en lettres noires sur fond jaune.
- Un cheminement d'au moins 50 cm de large est laissé libre autour du ou des champs photovoltaïques. Celui-ci permet notamment d'accéder à toutes les installations techniques du toit (exutoire, climatisation, ventilation, visite...).
- Le pictogramme dédié au risque photovoltaïque est apposé à l'extérieur du bâtiment :
  - a. à l'accès des secours,
  - b. aux accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque,
  - c. sur les câbles DC (courant continu) tous les 5 mètres.
- Les emplacements des locaux techniques onduleurs seront signalés sur les plans du bâtiment destinés à faciliter l'intervention des secours.
- Sur les consignes de protection contre l'incendie sont indiqués la nature et les emplacements des installations de panneaux photovoltaïques (toiture, façades, fenêtres, ...).
- Une attestation de solidité à froid de la structure par un organisme agréé, suite à l'implantation du réseau photovoltaïque, justifiant la capacité de la structure porteuse à supporter la charge rapportée par l'installation photovoltaïque sera produite.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

#### 7. Éclairage de sécurité

Dans l'espace commercial, l'éclairage de sécurité sera alimenté différemment selon l'effectif présent dans chaque exploitation. L'éclairage de sécurité sera constitué de blocs d'éclairage d'évacuation et de blocs d'éclairage d'ambiance.

Conformément à l'article M 24, l'alimentation se fera par une source centralisée pour les exploitations dont l'effectif dépasse les 700 personnes, pour le mail et toutes les parties communes. Les blocs d'évacuation seront alimentés à l'état de veille par la source normale et à l'état de fonctionnement par la source de sécurité.

Celle-ci sera constituée d'une batterie d'accumulateurs conformes à la NF EN 50171 (septembre 2001). L'éclairage de sécurité des exploitations dont l'effectif est inférieur à 100 personnes sera limité à l'éclairage d'évacuation.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

#### 8. Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants

Des ascenseurs seront installés pour faciliter l'accès des étages aux personnes à mobilité réduite. Les trémies des ascenseurs seront traitées comme les escaliers encloués avec des parois coupe feu de degré 1 heure.

Les portes palières d'ascenseurs auront un degré coupe-feu pendant 1/4 heure ou pare-flammes pendant 1/2 heure. Ces ascenseurs respecteront les dispositions des articles AS 1 à AS 3.

Des escalators seront installés dans le mail. Ils respecteront les dispositions des articles AS 6 et AS 7 ainsi que les normes NF EN 115 et NF P 82-502.

L'installation des ascenseurs et escalators intérieurs aux exploitations fera partie des dossiers d'aménagement à la charge des preneurs.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

#### 9. Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration

Les cuisines aménagées dans les restaurants et dans les moyennes surfaces feront l'objet de dispositions figurant dans les dossiers d'aménagements relatifs à ces exploitations.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

#### 10. Moyens de secours contre l'incendie

##### a. *Défense extérieure contre l'incendie*

Compte tenu de :

- la nature du risque ERP,
- la surface développée non recoupée la plus importante,
- la présence d'extinction automatique à eau,

les besoins en eaux prévus dans le projet par le pétitionnaire sont de 360 m<sup>3</sup>/h au moyen de 6 hydrants (débit en simultané).

La localisation envisagée des poteaux est indiquée sur un plan joint.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

##### b. *Robinet d'incendie armé*

Des Robinets d'Incendie Armés (RIA) seront répartis de sorte que tout point des circulations, surfaces de ventes et des réserves, aires de livraison soit atteint par 2 jets de lance.

L'implantation des RIA des moyennes surfaces et des restaurants sera précisée dans les dossiers d'aménagement spécifiques à ces exploitations.

Point particulier	<p>Compte tenu de la particularité de l'établissement disposant de cellules sans communication directe avec le mail, de la présence de restaurant susceptibles d'ouvrir indépendamment du mail, il est proposé d'appliquer les principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• pour les cellules donnant sur l'extérieur qui, prises individuellement, ne nécessiteraient pas de RIA (effectif &lt;300 personnes) : pas de RIA,</li><li>• pour les cellules donnant sur l'extérieur et communiquant avec le mail, mais qui sont susceptibles de fonctionner lorsque le reste du centre est fermé (cas des restaurants, par exemple) : elles doivent pouvoir être atteintes par 2 jets de lance, même lorsque le centre est fermé.</li></ul> <p>→ Ce point fait l'objet de la demande d'avis n° 4.</p>
-------------------	--

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

##### c. *Colonnes Sèches*

Il n'est pas prévu de colonne sèche dans l'établissement.

##### d. *Appareils mobiles et moyens divers*

Des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres seront prévus avec un minimum de 1 appareil pour 200 m<sup>2</sup> répartis de sorte que la distance à parcourir pour en atteindre un n'excède pas les 15 mètres conformément aux dispositions de l'article M 26 §1.



Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

*e. Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers*

Ce point n'est pas abordé dans la notice de sécurité.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas d'apprécier la conformité des dispositions envisagées concernant ce point du référentiel.

*f. Service de sécurité incendie*

Pendant la présence du public, le service de sécurité incendie sera composé par des agents de sécurité incendie dont la qualification est définie à l'article MS 48.

Point particulier	<p>Dans la mesure où chaque bâtiment est séparé des autres, il est proposé de dimensionner le service de sécurité par rapport à celui accueillant l'effectif de public le plus important : le bâtiment A. On peut noter que pris individuellement, les bâtiments B et C ne nécessiteraient pas un service de sécurité par des agents qualifiés (dans le référentiel retenu qui ne tient pas compte de l'arrêté du 13/06/2017). Il est proposé de considérer l'ensemble comme un groupement d'établissements pour lequel :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>. les exploitations sont placées sous une direction unique, responsable auprès des autorités publiques des demandes d'autorisation et de l'observation des conditions de sécurité tant pour l'ensemble des exploitations que pour chacune d'entre elles ;</li><li>. les installations techniques seront mutualisées (SSI, source d'extinction automatique a eau, alimentation de sécurité,... ) ;</li><li>. un service de sécurité unique assure la surveillance de la totalité de l'établissement.</li></ul> <p>Toutefois, compte tenu du fractionnement du risque, il est proposé de dimensionner le service de sécurité en fonction du bâtiment recevant l'effectif le plus important.</p> <p>→ La composition du service de sécurité fait l'objet de la demande d'avis n° 5</p>
-------------------	---

Dispositions prévues dans le dossier :

L'établissement (bâtiment A) comportant 3 niveaux de vente, le nombre d'agents de sécurité prévu sera majoré d'une unité à partir de 4000 personnes par fraction supplémentaire de 3000 personnes, soit pour un effectif de 6887 personnes une équipe composée de 1 agent de sécurité supplémentaire soit un total de : 4 agents de sécurité.

Il sera implanté dans le centre commercial un poste de sécurité unique, qui sera mis à la disposition exclusive des personnels chargés de la sécurité incendie.

Il sera localisé au niveau RDC en partie centrale de l'établissement, au niveau d'arrivée des secours extérieurs.

Remarques :

- Actuellement, les bâtiments A, B et C sont séparés par une aire libre. Dans ce contexte, les dispositions prévues semblent excédentaires car l'article M 29 de l'arrêté du 22/12/1981 conduit à un effectif de 3 agents (effectif compris entre 6000 et 9000 personnes).
- Dans le futur, il est probable d'envisager de fermer l'espace entre les bâtiments A et B, ce qui conduirait à prendre comme effectif de référence l'effectif cumulé de ces bâtiments, soit 12840 personnes. D'autre part, l'arrêté du 13/06/2017, applicable aux projets déposés à compter du 01/07/2017, nécessitera de revoir dans ce cas l'effectif du service de sécurité à la hausse (6 agents de sécurité dont 1 SSIAP 2).

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

#### *g. Système de sécurité incendie*

L'établissement sera doté d'un système de sécurité incendie de catégorie A (avec détection partielle) associé à un équipement d'alarme de type 1, installé au Poste Central de Sécurité situé au rez-de-chaussée. L'installation sera réalisée conformément notamment aux dispositions des normes NF S 61-930 à 940.

La détection automatique sera placée au droit des portes asservies et dans les locaux techniques. Des déclencheurs manuels et des diffuseurs sonores seront installés dans le mail, ainsi que dans toutes les exploitations dont la surface accessible au public est supérieure à 300 m<sup>2</sup>.

##### Fonction évacuation :

- L'établissement sera équipé d'un système de sonorisation permettant une diffusion phonique de l'alarme conformément aux dispositions de l'article M 32 §3.
- Des diffuseurs lumineux compléteront l'alarme sonore dans les locaux où les personnes malentendantes sont susceptibles de se trouver isolées.
- 4 zones d'alarme sont prévues :
  - ZA01 : bâtiment A
  - ZA02 : bâtiment B
  - ZA03 : bâtiment C
  - ZA04 : parc de stationnement
- Une temporisation de 5 minutes est prévue.

##### Fonction compartimentage :

Plusieurs zones de compartimentage sont prévues.

##### Fonction désenfumage :

Le désenfumage est commandé manuellement depuis le CMSI (sauf pour les escaliers).

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

#### *h. Système d'alerte*

L'établissement sera relié par ligne téléphonique directe au centre de traitement d'alerte. Cette ligne sera implantée au poste de sécurité.

Les éléments portés dans le dossier ne permettent pas de déceler de non-conformité concernant ce point du référentiel.

## **V. DEMANDES D'AVIS**

- Demande d'avis n° 1 : accessibilité du niveau 2

L'article CO 3 de l'arrêté du 25/06/1980 modifié relatif aux dispositions applicables aux établissements du premier groupe ayant pour objet l'accessibilité des façades demande que ce point soit exposé à la commission en vue de connaître son avis.

##### Détail :

Les locaux recevant du public du niveau 2, situés à plus de 8 mètres du niveau d'accès des secours, ne sont pas situés directement sur la façade accessible (retrait de la voirie).

Leur accessibilité est rendue possible via des passerelles techniques entre les sheds reliant la façade à la rue. Les points d'accès seront identifiés sur la façade accessible.

##### Avis du rédacteur :

La demande est acceptable

- Demande d'avis n°2 : stabilité au feu du bâtiment

L'article CO 12 de l'arrêté du 25/06/1980 modifié relatif aux dispositions applicables aux établissements du premier groupe ayant pour objet la stabilité au feu des bâtiments demande que ce point soit exposé à la commission en vue de connaître son avis.

Compte tenu du fait que seule une partie du bâtiment A est située à plus de 8 mètres du niveau de la voie engins, il est convenu que le bâtiment sera stable au feu 1 heure et que seule la structure principale des parties du bâtiment supportant le niveau R+2 sera stable au feu 1H30.

Afin que la ruine d'une partie ne puisse pas entraîner la ruine de l'autre, cette stabilité sera appliquée à la partie du bâtiment comprise entre deux joints de dilatation.

Avis du rédacteur :

La demande est acceptable.

- Demande d'avis n° 3: mur de pneus en façade

L'article CO 19 de l'arrêté du 25/06/1980 modifié relatif aux dispositions applicables aux établissements du premier groupe ayant pour objet le risque de propagation du feu par les façades demande que ce point soit exposé à la commission en vue de connaître son avis.

Détail :

Des pneus utilisés en éléments décoratifs extérieurs de façade partielle sont prévus sur une émergence. Compte tenu du fort potentiel calorifique et fumigène de ces éléments, les dispositions suivantes sont prévues :

- la façade sera rendue coupe-feu de degré 1 heure ;
- les toitures du projet dominées par cette décoration seront traitées comme celles d'un tiers (pare-flammes ½ heure sur 4 m) ;
- un " C+D " conforme à l'article CO 21 sera mis en œuvre et aucun potentiel calorifique important ne sera implanté au droit de cette façade.

Avis du rédacteur :

La demande est acceptable.

- Demande d'avis n° 4: implantation des RIA

L'article M 26 de l'arrêté du 22 décembre 1981 relatif aux dispositions applicables aux établissements de type M ayant pour objet l'implantation des RIA demande que ce point soit exposé à la commission en vue de connaître son avis.

Détail :

Compte tenu de la particularité de l'établissement disposant de cellules sans communication directe avec le mail, de la présence de restaurant susceptibles d'ouvrir indépendamment du mail, il est proposé d'appliquer les principes suivants :

- Pour les cellules donnant sur l'extérieur qui, prises individuellement, ne nécessiteraient pas de RIA (effectif <300 personnes) : pas de RIA.
- Pour les cellules donnant sur l'extérieur et communiquant avec le mail, mais qui sont susceptibles de fonctionner lorsque le reste du centre est fermé (cas des restaurants, par exemple) : elles doivent pouvoir être atteintes par 2 jets de lance, même lorsque le centre est fermé.

Avis du rédacteur :

La demande est acceptable.

Il est rappelé que l'arrêté du 13 juin 2017, modifiant l'article M 26 et applicable au 01/07/2017 prévoit désormais que la surface des locaux puisse être atteinte par un seul jet de lance.

- Demande d'avis n° 5 : composition du service de sécurité incendie

L'article M 29 de l'arrêté du 22/12/1981 modifié relatif aux dispositions applicables aux établissements de type M ayant pour objet la composition du service de sécurité demande que ce point soit exposé à la commission en vue de connaître son avis.

#### Détail :

Dans la mesure où chaque bâtiment est séparé des autres, il est proposé de dimensionner le service de sécurité par rapport à celui accueillant l'effectif de public le plus important : le bâtiment A. On peut noter que pris individuellement, les bâtiments B et C ne nécessiteraient pas un service de sécurité par des agents qualifiés (dans le référentiel retenu qui ne tient pas compte de l'arrêté du 13/06/2017). Il est proposé de considérer l'ensemble comme un groupement d'établissements pour lequel :

- . Les exploitations sont placées sous une direction unique, responsable auprès des autorités publiques des demandes d'autorisation et de l'observation des conditions de sécurité tant pour l'ensemble des exploitations que pour chacune d'entre elles.
- . Les installations techniques seront mutualisées (SSI, source d'extinction automatique à eau, alimentation de sécurité,...).
- . Un service de sécurité unique assure la surveillance de la totalité de l'établissement.

*Toutefois, compte tenu du fractionnement du risque, il est proposé de dimensionner le service de sécurité en fonction du bâtiment recevant l'effectif le plus important.*

L'établissement comportant 3 niveaux de vente, le nombre d'agents de sécurité prévu sera majoré d'une unité à partir de 4000 personnes par fraction supplémentaire de 3000 personnes, soit pour un effectif de 6887 personnes une équipe composée de 1 agent de sécurité supplémentaire soit un total de : 4 agents de sécurité.

Il sera implanté dans le centre commercial un poste de sécurité unique, qui sera mis à la disposition exclusive des personnels chargés de la sécurité incendie.

Il sera localisé au niveau RDC en partie centrale de l'établissement, au niveau d'arrivée des secours extérieurs.

#### Avis du rédacteur :

La demande est acceptable.

On peut noter les précisions suivantes :

- Actuellement, les bâtiments A, B et C sont séparés par une aire libre. Dans ce contexte, les dispositions prévues semblent excédentaires car l'article M 29 de l'arrêté du 22/12/1981 conduit à un effectif de 3 agents (effectif compris entre 6000 et 9000 personnes).
- Dans le futur, il est envisagé de fermer l'espace entre les bâtiments A et B, ce qui conduirait à prendre comme effectif de référence l'effectif cumulé de ces bâtiments, soit 12 840 personnes. D'autre part, l'arrêté du 13/06/2017, applicable aux projets déposés à compter du 01/07/2017, nécessitera de revoir dans ce cas l'effectif du service de sécurité à la hausse (6 agents de sécurité dont 1 SSIAP 2).

## **VI. PRESCRIPTIONS**

Les prescriptions qui suivent ont pour objectif de préciser les dispositions techniques des référentiels applicables faisant défaut du fait de leur non-intégration au dossier présentant le projet, ainsi que les éléments du projet contraires à ces référentiels. Elles sont restreintes à l'objet même de la consultation et n'ont pas systématiquement pour vocation de viser le groupement d'exploitations dans sa globalité.

Les dispositions du décret n° 73-1007 codifié relatives aux articles R. 123-1 à R. 123-55, ainsi que les dispositions de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public seront retenues comme référentiels. Elles seront complétées par celles de :

- l'arrêté ministériel du 22 décembre 1981 modifié, relatif au type M,
- l'arrêté ministériel du 21 juin 1982 modifié, relatif au type N,
- l'arrêté ministériel du 4 juin 1982 modifié, relatif au type X
- l'arrêté ministériel du 9 mai 2006, relatif au type PS.



- 1) Placer le groupement d'établissements sous une direction unique, responsable auprès des autorités publiques des demandes d'autorisation et de l'observation des conditions de sécurité tant pour l'ensemble des exploitations que pour chacune d'entre elles.

Les coordonnées de cette direction seront communiquées au secrétariat de la commission de sécurité compétente.

Tout changement dans l'organisation de la direction devra faire l'objet d'une déclaration au Maire qui impose, après avis de la commission de sécurité, les mesures complémentaires rendues éventuellement nécessaires par les modifications qui résultent de cette nouvelle situation.

(article R.123-21 du CCH)

- 2) Veiller à ce que les structures du bâtiment et du tiers « espace vertical » soient conçues de manière à ce que l'effondrement de l'une n'entraîne pas l'effondrement de l'autre, ou que les structures principales présentent une stabilité au feu de même degré que la paroi d'isolement (article CO 7).
- 3) Veiller à ce que les revêtements de façades respectent les dispositions de l'article CO 20.
- 4) S'assurer de la conformité des dégagements pour le niveau 1 du bâtiment C. Dans le dossier, il existe une incohérence entre le descriptif et les plans (une partie de la surface de vente décrite dans le dossier apparaît en parc de stationnement sur les plans) (article CO 38).
- 5) Respecter toutes les dispositions du titre II de l'arrêté du 23/06/1978 concernant les sous-stations prévues au RDC (article CH 11).
- 6) Compléter les extincteurs à eau pulvérisée par des extincteurs adaptés aux risques (notamment les risques électriques) (article MS 39).
- 7) Apposer à chaque entrée du bâtiment, un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, visant à faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers.

Le plan doit avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme NF S 60-303 du 20 septembre 1987 relative aux plans et consignes de protection contre l'incendie.

Il doit présenter au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement.

Doivent y figurer, outre les dégagements, les espaces d'attente sécurisés et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides ;
- des organes de coupure des sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme.

(article MS 41)

- 8) Les vérifications techniques doivent être effectuées par des organismes agréés par le ministre de l'Intérieur dans les établissements des 1ère, 2ème, 3ème et 4ème catégories, pour tous travaux soumis à permis de construire, ainsi que pour les travaux soumis à l'autorisation prévue à l'article L.111-8 (ancien R. 123-23) du code de la construction et de l'habitation. Ces vérifications seront consignées dans un rapport de vérifications réglementaires après travaux (articles GE 7 et GE 8).

## VII. OBSERVATION RELATIVE A LA SOLIDITE

Les prescriptions relatives aux vérifications techniques assurées par des organismes agréés contiennent l'obligation faite au maître d'ouvrage de procéder aux contrôles et vérifications techniques relatives à la solidité conformément aux textes en vigueur. Dans le cas où les modifications apportées au groupement d'exploitations ne concernent pas directement la structure de l'édifice, il appartient au maître d'ouvrage de prendre les dispositions nécessaires pour apprécier l'incidence des travaux sur cette structure et en tant que de besoin de faire effectuer ces vérifications relatives à la solidité par un organisme agréé.

## VIII. CONCLUSION

L'examen du dossier met en évidence que le projet proposé par le pétitionnaire respecte les principes fondamentaux de sécurité relatifs à la réglementation opposable à chaque activité déclarée. Cependant, les dispositions techniques complémentaires nécessaires pour atteindre la conformité aux référentiels concernés devront être prises en compte par l'autorité chargée de délivrer l'autorisation justifiant la présente étude.

## IX. PROCEDURE RELATIVE A L'OUVERTURE DE L'ETABLISSEMENT

A l'occasion de la demande d'autorisation d'ouverture exprimée par le maire au moins un mois avant la date d'ouverture prévue, le secrétariat de la commission de sécurité devra disposer des pièces suivantes :

- l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur,
- l'attestation du bureau de l'organisme agréé, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage.

Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage.

Au moins 48 heures avant la visite précédant la délivrance de l'autorisation d'ouverture, les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique (rapports de vérifications réglementaires après travaux), établis par des organismes agréés, devront être fournis à la commission de sécurité.

Le directeur départemental,  
Pour le directeur départemental  
Le Chef du groupement prévention

Lieutenant-colonel Nicolas JAL